

 <p>CONSEIL MUNICIPAL</p> <p>Séance du 14 avril 2026</p> <p>Date de la convocation : 31 mars 2026</p> <p>Date de publication : 20 avril 2026</p>	<p>DÉLIBÉRATION 2026/29</p>
	<p>Département des YVELINES</p> <p>Arrondissement de RAMBOUILLET</p> <p>Canton de RAMBOUILLET</p> <p>Commune de SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES</p>

DÉLIBÉRATION N° DCM 2026/29

OBJET : COMMANDE PUBLIQUE - Dématérialisation des procédures - Adhésion au groupement de commande du CIG (Centre Interdépartemental de Gestion) de la Grande Couronne

L'an deux mille vingt-six, le 14 avril à 20h00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Colombier, en séance publique, sous la Présidence de Mme Joëlle JÉGAT, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS (24) : Mme Joëlle JÉGAT ; M. Arnaud BAGUENIER ; Mme Julie SEYWERT ; M. Stéphane DESCLOUDS ; Mme Clémence CHICHEPORTICHE ; Mme Annick LACHAUX LUCIEN-BRUN ; Mme Corinne GUILLAIN LAURENT ; Mme Chantal GOUX-ROBIN ; Mme Jeannine COGNAULT ; Mme Véronique MARTIN ; Mme Laure JOUFFROY ; Mme Sandrine BAGUENIER ; M. Vincent MALARD ; M. Lionel WENDLINGER ; Mme Déborah YOUNSI ; Mme Julie BARROT MORIGNY ; Mme Virginie ROCHE ; M. Guillaume LEVAUFRE ; M. Gabriel LEGRAND ; M. Adrien TEIXEIRA ; Mme Charlotte AUGIAT ; Mme Mylène TOLRON ; M. Kévin LAHAYE ; M. Julien LEVILLAIN

ÉTAIENT ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR (05) :

M. Frédéric AUROUX a donné pouvoir à M. Arnaud BAGUENIER
M. Christophe TIERFOIN a donné pouvoir à Mme Joëlle JÉGAT
M. Claude COTTIN a donné pouvoir à M. Stéphane DESCLOUDS
M. Zinaha RANDRIANARIVO a donné pouvoir à Mme Julie SEYWERT
M. Jean-Luc BERGER a donné pouvoir à Mme Corinne GUILLAIN LAURENT

Nomination du secrétaire de séance : Mme Clémence CHICHEPORTICHE

Le quorum étant atteint, Madame le Maire a ouvert la séance à 20H00.

DCM 2026/29 - COMMANDE PUBLIQUE - Dématérialisation des procédures - Adhésion au groupement de commande du CIG (Centre Interdépartemental de Gestion) de la Grande Couronne

Depuis maintenant plus de 10 ans, la Fonction Publique a effectué un tournant majeur en imposant notablement la dématérialisation des procédures administratives.

Dès 2014, l'État impose la dématérialisation et la télétransmission des délibérations du Conseil Municipal, des offres de commande publique et de la facturation.

Depuis, la dématérialisation n'a cessé de se généraliser, récemment pour les dossiers d'urbanisme et la publication.

Aujourd'hui incontournable et quasiment généralisée dans nos fonctionnements, la dématérialisation a fait l'objet de déploiement d'outils informatiques et numériques.

Une refonte de nos pratiques et de nos outils a été opérée lors du précédent mandat, notamment la mise en place du portail famille, de la signature électronique, du parapheur électronique, de fluxnet, ...

Cette politique très volontariste permet aujourd'hui une gestion moderne de notre administration communale. Cela a amélioré le quotidien et l'efficacité du fonctionnement des agents et des élus.

Par exemple, la signature électronique a certes limité drastiquement le format papier mais surtout a quasiment supprimé les déplacements des agents et des élus en améliorant le temps de traitement. C'est une avancée majeure et plus globalement la dématérialisation a transformé nos pratiques et nous a rendus davantage performants et vertueux.

Cette mutation numérique s'accompagne de collaborations avec de nombreux prestataires qui proposent des solutions logiciels et numériques diverses. Au fil du temps et de l'expérience d'utilisation, ces outils doivent être analysés et questionnés au besoin.

La Commune a jusqu'à maintenant fait le choix de sa propre recherche dans la mise en place de ses solutions.

Parallèlement, un groupement de commandes permanent a été constitué par le CIG Grande Couronne en 2021, et a notamment permis de proposer aux collectivités des prestations suivantes :

- de dématérialisation des procédures de marchés publics ;
- de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- de télétransmission des flux comptables ;
- de fourniture de certificat pour les signatures électroniques ;
- de convocations électroniques ;
- de parapheurs électroniques.

Les marchés notifiés pour la période 2023-2026 répondant aux besoins du groupement arrivent à échéance le 31/12/2026 et doivent faire l'objet d'une remise en concurrence dont la date de prise d'effet est fixée au 01/01/2027.

Conformément aux dispositions de l'article 8.3.2 de la convention, une nouvelle session d'adhésion est organisée par le CIG Grande Couronne afin de proposer aux collectivités non adhérentes de bénéficier des futurs marchés en adhérant au groupement de commandes.

Pour rappel, l'article L.2113-6 du Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation

à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à mutualiser les procédures de passation des contrats.

La convention constitutive désigne le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne comme coordonnateur. En qualité de coordonnateur du groupement, le CIG a notamment pour mission de procéder à l'ensemble des opérations conduisant au choix des titulaires des marchés et accords-cadres, au nom et pour le compte des membres du groupement, dans le respect de la réglementation relative aux marchés publics. Cette mission consiste à assurer la procédure de mise en concurrence ainsi que l'attribution, la signature et la notification des marchés publics.

La convention prévoit que les membres du groupement habilite le coordonnateur à attribuer, signer et notifier les marchés et accords-cadres au nom et pour le compte de l'ensemble des membres constituant le groupement. À ce titre, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur du groupement de commandes.

La convention prévoit que le groupement de commandes est à durée indéterminée. Néanmoins, les membres adhérents pourront sortir du groupement chaque année au moyen d'une délibération et après en avoir informé le coordonnateur avant le 30 novembre de la même année. De plus, le groupement de commandes est dissous de fait en cas de retrait du coordonnateur.

Le caractère permanent du groupement de commandes permettra au coordonnateur d'organiser plusieurs remises en concurrence. Grâce à cela, les membres adhérents pourront bénéficier d'un cadre de référence pour leurs achats, tout en satisfaisant aux exigences de remise en concurrence périodique.

Une nouvelle période d'adhésion aura lieu avant chaque remise en concurrence afin de permettre à de nouveaux membres d'intégrer le groupement.

Chacune des prestations proposées est bien entendu à la carte, et libre choix est laissé à la collectivité de sélectionner tout ou partie d'entre elles.

L'exécution est assurée par chaque membre du groupement.

La convention précise que la mission du CIG Grande couronne comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération. Cependant, les frais de procédure de mise en concurrence, les autres frais occasionnés pour le fonctionnement du groupement, et les sessions mutualisées de présentation font l'objet d'une refacturation aux membres du groupement conformément à la convention et pour la Commune de Saint-Arnoult :

- 182 € pour la 1^{ère} année d'exécution des marchés (Type 1) ;
- 53 € pour les années suivantes (Type 2)

Les caisses des écoles et les CCAS des communes adhérentes sont exonérés des facturations de « type 2 ».

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement des prestataires de services par l'ensemble des adhérents du groupement, seront fixés dans les marchés et/ou accords-cadres.

Il appartient à chaque membre du groupement d'examiner, d'adopter et d'autoriser son exécutif à signer cette convention constitutive du groupement de commandes.

Adhérer à ce groupement n'impose en aucun cas la souscription future aux marchés.

Par contre, cela permettra à la Commune d'avoir des outils et des tarifs en comparaison pour, in fine, faire le choix le plus pertinent.

Le Conseil Municipal est invité à bien vouloir en délibérer.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la commande publique, notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7,

VU la convention constitutive du groupement de commandes pour la dématérialisation des procédures,

CONSIDERANT l'intérêt de rejoindre le groupement de commandes pour la dématérialisation des procédures,

ENTENDU l'exposé de Stéphane DESCLOUDS rapporteur,

Le Conseil Municipal,

Après avoir fait l'objet d'un débat contradictoire,

Après en avoir délibéré, au vote à main levée, à l'unanimité

APPROUVE l'ensemble des clauses de la convention constitutive du groupement de commande ;

DECIDE d'adhérer au groupement de commandes permanent pour la dématérialisation des procédures ;

HABILITE le coordinateur du groupement de commande à attribuer, signer et notifier les marchés publics et/ou accords-cadres passés dans le cadre du groupement ;

AUTORISE le Maire à prendre toutes les dispositions concernant les préparations, passations, exécutions et règlement des marchés et/ou accords-cadres à venir dans le cadre du groupement ;

DECIDE que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre du groupement et de l'ensemble de ses procédures seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

INDIQUE son souhait de souscrire aux lots suivants :

- Lot 1 : Dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- Lot 2 : Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- Lot 3 : Dématérialisation de la comptabilité publique ;
- Lot 4 : Fourniture de certificats de signatures électroniques ;
- Lot 5 : Fourniture d'une solution de convocation électronique ;

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits

Le Secrétaire de séance



Clémence CHICHEPORTICHE

Le Maire



Joëlle JEGAT

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente délibération peut faire l'objet d'un retour contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.